

CONTRE-PORTRAIT

de

Georges Jacques Danton

(1759 — 1794)

TRIBUN. MINISTRE. CORROMPU. MASSACREUR.

Le mythe, la fange, et ce que l'histoire préfère taire.

Rambarde Knight

Discours — Format lu, 45 à 50 minutes

I. L'IDOLE — PORTRAIT D'UN MENSONGE BIEN PEIGNE

Voici Danton. L'entendez-vous ? Ce souffle chaud, cette voix de forgeron, cet homme qui emplait les salles comme une tempête emplait un navire ? Voilà le sauveur de la République, le titan de la liberté, l'âme grondante du peuple français ! Voilà le père de la Patrie en danger, le tribun qui cria « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! » au moment où les Prussiens marchaient sur Paris — et qui, par ce seul rugissement, sauva la France entière.

Voilà ce que l'on nous a dit. Voilà ce que l'on a mis en marbre et en bronze sur le boulevard Saint-Germain, au carrefour de l'Odéon, en 1891, au beau milieu de la Troisième République républicaine et triomphante, qui avait besoin d'un père propre et d'un mythe convenable. Voilà la statue — colossale, la main levée, la mâchoire carrée, le regard tourné vers un horizon de gloire que la réalité des archives ne confirme guère.

Voilà ce que Jules Michelet, dans son *Histoire de la Révolution française*, a construit de toutes pièces avec la ferveur mystique d'un apôtre convaincu d'écrire l'Évangile du peuple. Voilà ce qu'Alphonse Aulard, premier titulaire de la chaire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne — chaire créée en 1886, c'est-à-dire par la République pour la République —, a érigé en dogme universitaire à coups de thèses bien françaises et de légèreté bien commode.

Voilà ce que Victor Hugo, dans *Quatre-vingt-treize*, a sublimé en formule pour l'éternité : « Danton fut l'action dont Mirabeau avait été la parole. » Belle phrase. Admirable formule. Et fausse, comme tant de belles formules.

Non.

Non, Danton n'est pas ce que l'on vous a dit. Non, il n'est pas le héros sans peur et sans reproche, le géant de la liberté, l'incorruptible tribun. Il est quelque chose de beaucoup plus sombre, de beaucoup plus intéressant aussi, de beaucoup plus humain — et donc, de beaucoup plus dangereux à ériger en modèle. Il est l'homme qui prit l'argent du roi tout en clamant vouloir sa mort. Il est l'homme qui laissa massacrer plus d'un millier de prisonniers sans bouger le petit doigt — lui, le ministre de la Justice, lui dont la fonction même était de protéger la vie des détenus. Il est l'homme qui bâtit le Tribunal révolutionnaire — cette machine à tuer propre — et que cette même machine finit par broyer.

Il est le Mirabeau de la canaille, comme ses contemporains l'appelaient. Et comme Mirabeau, il avait été acheté. Et comme Mirabeau, il le nia jusqu'au bout.

Il n'est pas sans intérêt, Mesdames et Messieurs, que les deux géants de la Révolution auxquels la bourgeoisie libérale du XIX^e siècle a choisi de dresser des statues — Mirabeau et Danton — soient précisément les deux hommes dont la corruption est historiquement la mieux établie. Il y a là une constance dans le goût républicain pour les idoles à l'âme véreuse que l'on voudra bien méditer.

— — —

II. LA FRANCE DE 1789 — CE QU'IL FAUT SAVOIR POUR COMPRENDRE CE QUE DANTON FIT

A. Le pays, la crise, et les hommes qui s'y précipitèrent

Permettez-moi, avant d'accabler cet homme comme il le mérite, de vous donner le contexte — car l'histoire sans contexte n'est que du pamphlet, et c'est à quelque chose de plus sérieux que j'aspire ici.

En 1789, la France est une monarchie absolue au bord de la faillite. Louis XVI, roi pieux et maladroit, hérite d'une dette abyssale née des guerres de son arrière-grand-père et aggravée par le soutien français à l'indépendance américaine. Les récoltes de 1788 sont catastrophiques. Le pain manque. La rue gronde. Les philosophes des Lumières — Voltaire, Rousseau, Montesquieu — ont semé depuis des décennies des idées qui fermentent désormais dans tous les esprits : souveraineté du peuple, contrat social, séparation des pouvoirs, droits naturels de l'homme.

La convocation des États Généraux en mai 1789 est l'étincelle. Le Tiers État — qui représente 97 % de la population française et paie la quasi-totalité des impôts — refuse de délibérer par ordre comme le veut la tradition. En juin 1789, il se proclame Assemblée nationale constituante. C'est la rupture. C'est la Révolution.

Dans ce contexte de bouleversement total des hiérarchies sociales, une catégorie d'hommes se retrouve soudainement en position d'ascension foudroyante : les avocats. Hommes de mots, formés à la rhétorique, habitués aux joutes publiques, ils sont les instruments naturels d'une révolution qui se fait d'abord par les tribunes et les assemblées. Robespierre, Desmoulin, Vergniaud, Brissot — et Danton — sont tous avocats. Dans une France qui se réinvente à coups de discours, c'est là l'art suprême.

B. Danton avant la Révolution : le clerc ambitieux

Georges Jacques Danton naît le 26 octobre 1759 à Arcis-sur-Aube, en Champagne, fils d'un procureur du bailliage. Ce n'est pas un homme du peuple — ne le croyez jamais sur parole. C'est un bourgeois de province, fils de bourgeois, qui a reçu une instruction solide chez les oratoriens de Troyes, puis chez les doctrinaires de Paris. Il parle latin, connaît ses classiques. Il n'est pas sorti de la boue des faubourgs.

En 1784, il s'inscrit à la faculté de droit de Reims — non par passion de la justice, semble-t-il, mais par calcul social. Il obtient sa licence, rentre à Paris, achète une charge d'avocat aux Conseils du roi en 1787 pour la somme considérable de 78 000 livres. Cette acquisition est importante : elle a été partiellement financée par son beau-père, mais aussi — et c'est là que les choses se compliquent — par des voies que les historiens ont longtemps cherché à débrouiller.

Albert Mathiez, l'historien qui consacra sa vie à démêler les comptes de Danton avec une érudition féroce et jubilante, nota que cette charge était fort au-dessus des moyens apparents du jeune avocat champenois. Les questions de financement de cet achat ne trouvèrent jamais de réponse entièrement satisfaisante. Un premier parfum de mystère, que la suite viendrait amplifier.

En 1787, Danton épouse Antoinette Charpentier, fille d'un limonadier prospère du quartier des Cordeliers. Ce mariage bourgeois, dans un quartier populaire, lui donne une assise sociale et une implantation territoriale. Il est désormais un notable de proximité, bien installé dans son quartier, connu, visible, sonore — car Danton est déjà, physiquement, une présence impossible à ignorer.

C. Le physique : une arme politique

Il faut dire un mot de l'enveloppe charnelle, car elle compte en politique, et doublement chez un tribun. Danton est un homme d'une laideur saisissante — frappé enfant par des troupeaux de bœufs qui lui brisèrent le nez et lui lacérèrent le visage, marqué par la petite vérole, la bouche large, la carrure de bûcheron, la voix tonnante. Ses contemporains — même bienveillants — ne songèrent jamais à lui ménager la vérité sur ce point.

« Tes formes robustes, semblaient annoncer la force d'un athlète plutôt que les qualités d'un homme d'État ; l'audace sur le front, le rire de la débauche sur les lèvres, la férocité de son visage dénonce celle de son cœur. » — Saint-Just, Réquisitoire contre Danton, 1794, (Œuvres complètes posthumes, 1834)

Certes, Saint-Just n'est pas un témoin neutre — il est l'accusateur, le jeune fanatique de la vertu, celui qui porte la mort dans sa serviette de procureur. Mais la description physique est confirmée par tous. Cette laideur même, Danton en fait une force. Il s'y installe avec insolence. Elle le distingue. Elle impressionne. Elle intimide. Elle est le signe visible d'une nature qui n'a rien à cacher parce qu'elle n'en a pas besoin — ou du moins, c'est l'image qu'il projette.

Car Danton est avant tout un acteur prodigieux. Et comme tout grand acteur, il ment merveilleusement bien.

— — —

III. L'ASCENSION — COMMENT UN AVOCAT DEVIENT UN TITAN

A. Le club des Cordeliers : la fabrique du tribun

La Révolution s'organise en clubs. Les clubs sont les partis politiques de l'époque — ils débattent, ils forment les opinions, ils fabriquent les hommes. Le plus célèbre est le club des Jacobins, qui siège rue Saint-Honoré dans l'ancien couvent des Jacobins, et dont Robespierre deviendra le maître incontesté. Mais il en existe d'autres, plus populaires, plus turbulents.

En avril 1790, Danton contribue à fonder dans le quartier des Cordeliers la Société des Amis des Droits de l'Homme et du Citoyen — le club des Cordeliers. C'est son territoire, son bastion, son tremplin. Le club est plus radical que les Jacobins dans ses premiers temps, plus proche de la rue, plus volontiers agitateur. On y croise Marat — Jean-Paul Marat, le médecin genevois devenu journaliste révolutionnaire dont le journal, *L'Ami du peuple*, est la boussole des sans-culottes et la terreur des modérés.

C'est là que Danton acquiert sa réputation d'orateur populaire. Il rugit, il frappe son poing sur la tribune, il fait trembler les bancs. On le surnomme « le Mirabeau de la populace » — ce qui

est à la fois un hommage à son éloquence et une condescendance à peine voilée sur la nature de son auditoire. Mais Danton ne s'en offense pas. Il en fait une fierté.

B. L'argent du roi — Le premier grand scandale

Voici où les choses se gâtent sérieusement, et où la légende commence à s'effriter sous les coups de butoir des archives.

Mirabeau — Honoré Gabriel Riqueti, comte de Mirabeau — est l'autre géant de la Révolution naissante. Orateur incomparable, débauché notoire, aristocrate honteux de sa caste et fier de sa plèbe, il est l'homme qui domine la scène politique de 1789 à sa mort en avril 1791. Et Mirabeau est corrompu — profondément, systématiquement, sans vergogne. Il est à la solde de la Cour depuis 1790. Il perçoit une pension mensuelle de Louis XVI en échange de ses conseils et de ses services destinés à sauver ce qui peut l'être de la monarchie.

Ce que l'on sait moins — ce que l'on préfère généralement taire —, c'est que Mirabeau n'est pas seul dans cette vaste entreprise de corruption royale. Il organise autour de lui un réseau d'orateurs et de journalistes qu'il finance avec les fonds de la liste civile du roi. Et parmi les bénéficiaires de cette générosité royale, les travaux d'Albert Mathiez ont établi avec une documentation considérable que figure Danton.

« Les travaux d'Albert Mathiez, repris par la plupart des historiens de la Révolution française, ont établi que Danton a reçu des fonds de la liste civile selon le plan de corruption proposé à Louis XVI par Mirabeau, qui visait notamment les journalistes et les orateurs de club. » —
Encyclopédie Wikipedia — Article Georges Jacques Danton, s'appuyant sur Mathiez, Autour de Danton, Payot, 1926

Trente mille livres. C'est la somme que Mathiez estime avoir retrouvée dans les registres, versée à Danton en 1791, alors même que ce dernier jouait le révolutionnaire extrémiste sur les tribunes et réclamait avec fracas la déchéance du roi. Trente mille livres de l'argent royal, encaissées par l'homme qui hurle contre la royauté.

On objectera — et c'est juste — que Mathiez n'est pas un historien neutre. Il est profondément robespierriste, admirateur passionné de l'Incorruptible, et sa haine de Danton tient autant à l'idéologie qu'à l'érudition. Frédéric Bluche, dans sa biographie de Danton parue chez Perrin en 1999, reconnaît d'ailleurs que Mathiez « s'est laissé emporter » — mais ajoute immédiatement que « la raison était insuffisante pour écarter ses arguments les plus gênants ».

Il faut donc être prudent. Mais il faut aussi avoir le courage de regarder en face ce que les plus sévères des contemporains de Danton — La Fayette, Saint-Just, les robespierristes — affirmèrent unanimement, et que l'historiographie libérale du XIX^e siècle choisit si commodément d'ignorer.

« Il s'agit de savoir si les politiques et les publicistes qui, en 1887 et en 1891, ont élevé une statue à Danton... si tous ces hommes ont produit à l'appui de cette réhabilitation tardive des arguments valables, des arguments décisifs. Or, remarquez que les soi-disant calomnies avaient pour auteurs les plus proches des révolutionnaires eux-mêmes. » — Albert Mathiez, Danton et la paix, Renaissance du livre, Paris, 1919

C. La fuite du Roi et l'ambiguïté permanente

En juin 1791, Louis XVI tente de fuir à l'étranger avec sa famille — la fuite de Varennes. C'est un tournant : le roi prouve qu'il est l'ennemi de sa propre révolution, qu'il négocie dans son dos avec les puissances étrangères. La question de sa déchéance — voire de sa mort — devient centrale dans le débat révolutionnaire.

Danton est, le 16 juillet 1791, l'un des rédacteurs de la pétition jacobine demandant la déchéance royale. Le lendemain — le 17 juillet —, quand la Garde nationale commandée par La Fayette tire sur les pétitionnaires rassemblés au Champ-de-Mars, faisant une cinquantaine de victimes — Danton est absent. Il a filé.

Il a filé en Angleterre, dit-on. Prudence, dit-il. Lâcheté, disent ses ennemis. Calcul, dit l'histoire. Car ce n'est pas la première fois, ni la dernière, que Danton exhibera une remarquable aptitude à se trouver ailleurs au moment précis où les coups tombent.

Cette habitude — être à l'origine des tempêtes et s'absenter quand elles éclatent — est peut-être la clef de sa personnalité. Il allume l'incendie. Il se retire regarder brûler depuis une distance prudente. Et quand les décombres sont suffisamment refroidis, il revient planter son drapeau dessus.



IV. L'ÉTÉ DE SANG — 1792, OU LA GRANDEUR FACTICE ET LA HONTE REELLE

A. Le 10 août 1792 : l'insurrection qu'on lui attribue

L'été 1792 est l'été de tous les dangers. La France révolutionnaire est en guerre contre l'Autriche depuis le 20 avril. La Prusse a rejoint la coalition. Le manifeste de Brunswick — publié en juillet 1792 — menace Paris de destruction et de représailles si la famille royale est maltraitée. Cette menace extérieure sert paradoxalement à radicaliser la révolution : les patriotes voient dans le roi et dans la Cour des complices de l'envahisseur.

Le 10 août 1792, une insurrection armée renverse la monarchie. Les Tuileries sont prises d'assaut. La Garde suisse est massacrée — six cents hommes au moins. Louis XVI se réfugie à l'Assemblée législative avec sa famille. La monarchie est suspendue. La République est en gestation.

Quel rôle joue Danton dans cet événement fondateur ? La réponse honnête est : un rôle trouble et mal documenté. On sait qu'il est informé à l'avance — il prévient le ministre Clavières la veille que « le tocsin va sonner ». On sait qu'il se présente à l'Hôtel de Ville le matin du 10 août et est maintenu dans ses fonctions de substitut du procureur de la Commune. On sait surtout qu'au lendemain de la journée, il est nommé ministre de la Justice du gouvernement provisoire — ce qui suppose qu'il est perçu par les vainqueurs comme l'un des leurs.

Mais les preuves de son rôle moteur dans l'organisation de l'insurrection sont maigres. La légende républicaine en fera le principal artisan de la chute de la monarchie. C'est exagéré. Il en fut le bénéficiaire — ce qui est tout autre chose.

B. Le discours du 2 septembre : l'audace et ses suites immédiates

Le 2 septembre 1792, Danton prononce à l'Assemblée législative le discours le plus célèbre de sa carrière — peut-être le plus célèbre de toute la Révolution. Les Prussiens avancent. Verdun vient de capituler après deux jours de siège à peine. La panique s'empare de Paris. Les royalistes semblent partout. La rumeur court que les milliers de prisonniers enfermés dans les prisons parisiennes — suspects de contre-révolution — vont massacrer les familles des patriotes partis défendre la frontière.

Danton monte à la tribune. Il rugit :

« Il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée ! » — Danton, Discours à l'Assemblée législative, 2 septembre 1792, Archives parlementaires, tome 49

C'est un grand discours. C'est un beau discours. C'est le discours d'un acteur de génie qui sait exactement ce que la foule veut entendre. Et ce discours, Mesdames et Messieurs, est prononcé le 2 septembre 1792 — le jour même où commencent les massacres de septembre.

C. Les massacres de septembre : la honte imprescriptible

Du 2 au 4 septembre 1792, les prisons parisiennes sont envahies par des foules armées — fédérés marseillais et bretagneux, sans-culottes du faubourg Saint-Antoine, hommes que les historiens ne parviendront jamais entièrement à identifier. Ils y massacrent systématiquement les détenus. Abbaye, Carmes, Salpêtrière, Châtelet, Force, Bicêtre — dans chaque établissement, la même scène : des simulacres de procès populaires de quelques minutes, suivis d'exécutions à l'arme blanche, à la pique, au sabre.

Les victimes sont entre 1 100 et 1 400 — les historiens divergent sur le chiffre précis. Mortimer-Ternaux, dans son ouvrage de 1864, dénombra 1 368 morts. Pierre Caron, dans son étude de 1935, retient un chiffre voisin. Soixante-dix pour cent de ces morts sont des prisonniers de droit commun — des voleurs, des faussaires, des mendiants — qui n'ont rien à voir avec la contre-révolution et que l'on tue parce qu'ils sont là.

« Les mises à mort cessent progressivement le 4 septembre, laissant derrière elles entre 1 100 et 1 400 victimes. 70 % des exécutés étaient des prisonniers de droit commun et non des détenus politiques. » — Cairn.info — Université, Danton, chapitre « Un ministre face aux massacres de septembre 1792 », 2022, d'après Pierre Caron, Les massacres de septembre 1792, Maison du Livre Français, 1935

La question qui brûle depuis deux cent trente ans : où est Danton ? Que fait le ministre de la Justice — dont la mission constitutionnelle est précisément de protéger les détenus — pendant que ses administrés sont massacrés dans leurs cellules ?

La réponse est accablante : il ne fait rien. Rien d'efficace. Aucun ordre de protection ne parvient aux directeurs de prisons. Aucune troupe n'est envoyée disperser les émeutiers. Le ministre de la Justice regarde. Ou détourne les yeux. Ce qui revient au même.

Pire encore : le 2 septembre, à la veille des massacres, il prononce son fameux discours à l'audace. Ce discours — « Soyons terribles pour dispenser le peuple de l'être ! » dit-il aussi en mars 1793 dans un même registre — est-il une invitation implicite ? Est-il une façon de lâcher les chiens ? Mortimer-Ternaux le pense explicitement :

« Danton regarda son crime en face et n'hésita pas : 'Il faut faire peur aux royalistes', avait-il dit, et pour ce résultat il dévoua froidement à la mort plus d'un millier de victimes. » —
Mortimer-Ternaux, Histoire de la Terreur, 1864, vol. III, cité dans Cairn.info, op. cit.

Je ne dis pas que Danton a ordonné les massacres. Aucun ordre écrit ne le prouve. Mais je dis ceci, avec la plus grande fermeté : il était ministre de la Justice. Il avait le pouvoir et le devoir d'arrêter ces massacres. Il ne l'a pas fait. Et cette inaction — à supposer même qu'elle n'ait pas été délibérée — constitue une faute d'une gravité qui devrait à jamais peser sur la statue de bronze et sur le mythe d'édifice.

Un héros de la liberté qui laisse massacrer des prisonniers sans défense — dont les deux tiers sont des prisonniers de droit commun n'ayant aucun rapport avec la politique — n'est pas un héros de la liberté. C'est un homme de pouvoir qui a choisi son camp et regardé l'horreur en face sans ciller.

— — —

V. L'HOMME D'ÉTAT — LA MEDIOCRITE DU TITAN

A. La création du Tribunal révolutionnaire : l'arme qui se retourna

Le 10 mars 1793, sur une initiative que l'histoire attribue en grande partie à Danton, la Convention nationale vote la création du Tribunal criminel extraordinaire — bientôt rebaptisé Tribunal révolutionnaire. C'est la machine à juger vite, à condamner sûrement, à guillotiner proprement. C'est la justice de guerre appliquée à la guerre intérieure.

Danton, qui l'a voulue et emportée au vote, proclame qu'il vaut mieux que quelques têtes coupables tombent par la loi plutôt que de voir se répéter les massacres de septembre. L'argument est d'une belle ironie : c'est l'homme qui a laissé faire septembre qui propose comme remède l'institutionnalisation de la Terreur.

Un an plus tard, ce même Tribunal révolutionnaire sera la juridiction qui enverra Danton à la guillotine. Il avait fabriqué son propre couperet. On ne saurait l'en blâmer — il y a quelque justice dans cette mécanique — mais on peut remarquer que sa clairvoyance sur les dangers de la machine qu'il créait était pour le moins lacunaire.

B. Au Comité de salut public : l'inefficacité du colosse

Le 6 avril 1793, Danton est élu membre du Comité de salut public nouvellement créé. Il en devient de fait, sans préséance officielle, l'animateur principal. Il y retrouve cependant bien moins de bonheur que dans les grandes heures de l'été 1792.

À l'intérieur : il ne parvient pas à empêcher les insurrections fédéralistes qui secouent les deux tiers des départements. Il n'arrête pas l'extension de la guerre de Vendée. Il laisse, à contrecœur mais sans résistance efficace, éliminer les Girondins de la scène politique lors des journées des 31 mai et 2 juin 1793.

À l'extérieur : sa tentative de négocier secrètement une paix avec les puissances coalisées — qui constitue le vrai fil rouge de sa politique étrangère — échoue sans résultat. Plus grave

encore : il entretient des contacts avec le général Dumouriez, le vainqueur de Jemmapes, qui finit par trahir et passer à l'ennemi en avril 1793. Danton avait-il encouragé ces contacts ? Savait-il ? L'enquête dont il est chargé sur la trahison de Dumouriez ne débouchera sur rien.

« La Convention le blâme entre autres de n'avoir pas su prévenir la trahison de Dumouriez malgré l'enquête dont on l'a chargé en novembre 1792. » — Histoire-pour-tous.fr, d'après la documentation conventionnelle

Le 10 juillet 1793, Danton est éliminé du Comité de salut public. Robespierre entre au même moment. C'est le début de la grande Terreur. C'est aussi, pour Danton, le début d'une retraite relative — il retourne à Arcis-sur-Aube, se remarie quelques mois à peine après la mort de sa première femme avec une toute jeune femme de dix-sept ans, Gaby Souberbielle, et semble vouloir se mettre à l'écart.

Ce retrait sera interprété par ses ennemis — et par l'histoire — comme une sorte de désertion politique. Dans une révolution qui exige un engagement total et permanent, l'homme qui part à la campagne ressembler des forces devient suspect par définition.

C. La fortune obscure : comment s'enrichit-on en révolution ?

Voici l'une des questions que la légende dantoniste préfère éviter, et qui mérite pourtant qu'on s'y arrête.

Danton est arrivé à la Révolution dans une situation financière tendue — sa charge d'avocat lui a coûté 78 000 livres, qu'il a mis longtemps à rembourser. Au moment de sa mort, en avril 1794, il laisse une fortune consistante : des propriétés à Arcis-sur-Aube, des créances, un niveau de vie de grand bourgeois. Cette fortune s'est constituée en quelques années — les années révolutionnaires.

D'où vient cet argent ? Trois sources sont évoquées par les historiens critiques. Premièrement, les fonds de la liste civile, via Mirabeau — nous l'avons dit. Deuxièmement, les bénéfices retirés de sa mission en Belgique en 1792-1793, où des accusations de détournement de fonds publics furent portées. Troisièmement, sa proximité avec Fabre d'Églantine — son ami intime, son compagnon de table et de tribune — qui fut lui-même convaincu de falsification dans l'affaire de la Compagnie des Indes, l'un des grands scandales financiers de la Révolution.

Danton répond à toutes ces accusations par une formule superbe — et parfaitement circulaire :

« Un homme comme moi est impayable. » — Danton, cité par ses contemporains — formule rapportée notamment par les Encyclopédies Universalis et Universalis, article Danton

C'est là le génie de l'acteur : retourner l'accusation en gloire. Confesser l'accusé à travers l'insolence. La formule est belle. Elle n'est pas une réfutation.

— — —

VI. LES INDULGENTS — LA DERNIERE IMPOSTURE

A. Le retournement de veste ou la conversion tardive

À l'automne 1793, Danton fait son grand retour sur la scène politique. Et ce retour prend la forme d'un appel à la clémence. Lui — le ministre qui laissa massacrer les prisonniers de septembre. Lui — l'homme qui créa le Tribunal révolutionnaire. Lui — qui réclama « d'être terribles » — demande maintenant qu'on épargne le sang des hommes.

Cette conversion — sincère ou calculée, tardive en tout cas — est indéniable dans ses termes. Il s'élève contre la déchristianisation (athée lui-même, ce qui rend son indignation vertueuse d'une ironie savoureuse), contre les excès de la Terreur, contre ce qu'il nomme les « mascarades antireligieuses » dans ses discours. Il fonde, avec son ami Camille Desmoulins, le journal *Le Vieux Cordelier*, qui prône la modération et la clémence.

Mais ses adversaires — Robespierre, Saint-Just, Billaud-Varenne — lisent cette modération comme une trahison de la Révolution en cours. Et ils ne sont pas seuls. Autour de Danton gravitent désormais des hommes dont les intérêts sont transparents : des financiers qui ont profité de la Révolution et veulent la freiner, des « nouveaux enrichis » qui voudraient qu'on arrête la machine avant qu'elle ne les broie à leur tour. Fabre d'Églantine, qui tremble de voir découverts ses tripotages dans l'affaire de la Compagnie des Indes, est au premier rang de ces anxieux.

« Programme « modérantiste » où les sans-culottes ne retrouvent plus leur orateur, et qui dissimule mal les ambitions de ce qu'on appellerait aujourd'hui le lobby des affairistes, des nouveaux enrichis, sortis des rangs de la Révolution et qui voudraient la freiner pour mieux en jouir. » — Encyclopédie Universalis, article Danton — « À la tête du Comité de salut public »

B. L'arrestation et le procès : le tribun face à sa machine

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1794, Danton est arrêté. Avec lui tombent Camille Desmoulins, Fabre d'Églantine, et une quinzaine d'autres « indulgents » et « dantonistes ». L'acte d'accusation dressé par Saint-Just énumère les charges : corruption, trahison, complicité avec l'ennemi, modérantisme contre-révolutionnaire.

Le procès s'ouvre le 2 avril 1794 devant le Tribunal révolutionnaire — celui-là même que Danton avait contribué à créer. L'ironie du sort est parfaite. Et Danton, à cette occasion, montre une dernière fois les ressources d'un acteur de génie : il rugit, il tempête, il invective les juges, il réclame à être entendu par le peuple entier, il se défend avec une éloquence telle que le bruit de sa voix couvre la salle entière et s'entend dehors dans la rue.

« Ma demeure sera bientôt dans le néant, mon nom au Panthéon ! » — Danton, lors de son procès, 2-4 avril 1794, cité dans les mémoires de Vilate, Causes secrètes de la Révolution du 9 thermidor, 1794

Mais le Comité de salut public fait voter en catastrophe un décret autorisant le Tribunal à clore les débats contre tout accusé qui troublerait l'ordre. Bâillonné, Danton ne peut plus parler. Le 5 avril 1794, il est conduit à la guillotine avec ses compagnons. Il aurait dit au bourreau, juste avant que la lame tombe :

« Tu montreras ma tête au peuple. Elle en vaut bien la peine. » — Danton, paroles rapportées par de multiples témoins de l'exécution, 5 avril 1794

C'est son plus grand discours. Et c'est aussi le seul, au fond, qu'il n'ait pas pu truquer.

VII. LA FABRIQUE DU MYTHE — QUI A CONSTRUIT L'IDOLE, ET POURQUOI

A. Jules Michelet : l'évangéliste de la République

Comprenons bien le mécanisme. Danton meurt en 1794, honni par ses contemporains. Il meurt convaincu de corruption par un tribunal révolutionnaire — lequel n'était pas exactement un modèle d'impartialité, certes, mais dont les accusations résonnaient avec ce que tout le monde savait ou soupçonnait de cet homme.

Pendant un demi-siècle, il reste ce qu'il était : un politique ambigu, corrompu de surcroît, dont la mémoire n'inspire aucun enthousiasme particulier. Louis Blanc le traite sévèrement. Ernest Hamel aussi. Même Jean Jaurès, pourtant peu suspect de réaction, ne le portait pas dans son cœur.

Et puis vient Michelet. Jules Michelet — né en 1798, mort en 1874, l'historien que Marcel Pagnol, dans *La Gloire de mon père*, décrit comme « le propagandiste des idées de la IIIe République à travers une relecture complète de l'Histoire de France ». Michelet est un croyant — non en Dieu, dont il est l'ennemi juré, mais en la Révolution française comme religion de substitution, comme mystique laïque et républicaine. Il a besoin de saints. Il choisit Danton.

Dans son *Histoire de la Révolution française*, Michelet fait de Danton le génie de l'action, la voix du peuple incarnée, le titan qui a sauvé la France. La corruption ? Il la minore ou l'ignore. Les massacres de septembre ? Il les excuse ou les attribue à des forces échappant à tout contrôle. Robespierre ? Il le noircit à proportion de ce qu'il blanchit Danton.

C'est Michelet qui fabrique la dichotomie fondamentale — Danton le vivant contre Robespierre l'abstrait, Danton le peuple contre Robespierre la doctrine, Danton la France contre Robespierre l'idée. Cette opposition est une construction littéraire et idéologique. Elle ne résiste guère à l'examen des sources.

B. Alphonse Aulard : la science au service du parti

Michelet pose les bases du mythe. Aulard lui donne une caution académique. Alphonse Aulard, né en 1849, est le premier professeur de la chaire d'histoire de la Révolution française créée à la Sorbonne en 1886 — c'est-à-dire créée par la Troisième République pour que la Troisième République ait une histoire officielle digne d'elle.

Aulard est un homme de parti. Il est radical-socialiste, anticlérical, dreyfusard. Il a besoin d'ancêtres présentables. Robespierre est trop extrême, trop sanglant, trop associé à la Terreur pour faire un père fondateur acceptable. Mirabeau est monarchiste — disqualifié. Danton convient : suffisamment radical pour les républicains, suffisamment pragmatique pour les libéraux, suffisamment mort pour ne pas protester.

« Aulard est un de ceux qui inventent à la République radicale ses origines historiques, 1789-1792 plutôt que 1793-1794, et ses pères fondateurs, Danton plutôt que Robespierre. » — Encyclopédie Universalis, article Georges Jacques Danton — Bibliographie

Dans ses *Études et leçons sur la Révolution française* (1893) et dans son *Histoire politique de la Révolution française* (1901), Aulard construit méthodiquement le portrait du Danton héroïque, patriote, clément — en minimisant systématiquement tout ce qui dérange. Il est le premier historien universitaire à parler de « réhabilitation » de Danton. Le mot dit tout.

C. La statue : le politique pétrifié en bronze

En 1887, une première statue de Danton est inaugurée à Arcis-sur-Aube, sa ville natale. En 1891, une seconde, colossale, est érigée à Paris au carrefour de l'Odéon — à l'emplacement même, dit la légende, de la maison qu'il y habitait. Le sculpteur est Auguste Paris. Le bronze représente un homme en mouvement, la main levée, la mâchoire projetée en avant — l'incarnation sculpturale de l'audace et de la volonté populaire.

Cette statue est un acte politique, pas un hommage historique. Elle est érigée par la République radicale pour se donner un ancêtre de bronze. Elle perpétue, comme l'écrit FranceArchives, « l'image qu'a voulu immortaliser la IIIe République, celle de l'homme de l'audace ».

Il n'est pas indifférent de noter que Robespierre, l'Incorruptible, celui dont la probité personnelle n'a jamais été sérieusement mise en doute, n'a toujours pas de statue à Paris. Danton, le corrompu, en a deux. C'est là un aveu que la République fait sur elle-même, sans s'en rendre compte, depuis cent trente ans.

D. Albert Mathiez : le procureur solitaire

La contre-attaque vient d'un homme seul, tête, passionné jusqu'à l'injustice parfois, mais armé d'un dossier considérable. Albert Mathiez, né en 1874, est l'élève — puis l'adversaire — d'Aulard. Il fonde en 1907 la Société des études robespierristes et en 1908 sa revue trimestrielle, les *Annales historiques de la Révolution française*. Son projet : démolir la statue de Danton à coups d'archives.

Ses ouvrages — *Danton et la paix* (1919), *Autour de Danton* (1926) — constituent l'attaque la plus documentée, la plus systématique, la plus féroce jamais lancée contre le mythe dantoniste. Il épluche les comptes, traque les virements, recense les amis douteux, reconstitue les réseaux. Il établit la corruption avec ce que Georges Lefebvre lui-même — qui n'est pourtant pas robespierriste — reconnaîtra comme une démonstration substantielle, même s'il en atténue la portée morale.

Mathiez a-t-il été trop loin ? Probablement dans certains cas. Mais comme le remarque Jean-François Buisson dans sa propre étude critique — contraint de l'admettre malgré lui —, personne n'a pu entamer valablement ses analyses. Et Frédéric Bluche, dans sa biographie de 1999 chez Perrin, écrit noir sur blanc au début de son ouvrage que « si Mathiez s'est laissé emporter, la raison était insuffisante pour écarter ses arguments les plus gênants ».

C'est un aveu d'importance. C'est la reconnaissance que sous le bronze de la IIIe République, sous les envolées lyriques de Michelet, sous la chaire académique d'Aulard — il y a une réalité beaucoup plus sombre, beaucoup moins commode, beaucoup moins républicaine que ce que l'on nous a dit.

— — —

VIII. LA PROPAGATION — DE LA TROISIEME REPUBLIQUE A NOS JOURS

A. Les républicains et leur besoin de saints

Pourquoi Danton ? Pourquoi cet homme précisément, et pas un autre ? La réponse est d'une logique implacable une fois qu'on l'a comprise.

La Troisième République — née dans la défaite de 1870 contre la Prusse, dans la Commune de Paris et son écrasement sanglant de 1871, dans une lutte permanente contre le parti cléricale, contre les monarchistes, contre les bonapartistes — a besoin d'un récit fondateur. Elle a besoin d'ancêtres légitimes. Elle a besoin de prouver que la République est la forme naturelle, historique, inévitable du destin français.

Pour cela, il lui faut la Révolution. Mais la Révolution est un terrain miné. Elle a produit la Terreur. Elle a guillotiné des innocents. Elle a massacré des prisonniers. Elle a fait la guerre à l'Europe entière. Elle a finalement engendré Bonaparte — qui l'a trahie pour mettre en place une dictature militaire. Comment en faire un récit glorieux et fondateur ?

La solution : séparer la « bonne » Révolution de la « mauvaise ». La bonne Révolution est celle de 1789-1792 : la Déclaration des droits de l'homme, la Constitution, la liberté. La mauvaise est celle de 1793-1794 : la Terreur, Robespierre, la guillotine. Et pour incarner cette ligne de séparation, il faut un héros qui soit du bon côté — un patriote ardent mais modéré, un républicain sans fanatisme, un tribun populaire mais respectueux de la vie humaine.

Danton remplit à merveille ce rôle de composition — à condition de fermer les yeux sur septembre 1792, sur les fonds de la liste civile, sur les amis douteux, sur l'enrichissement mystérieux. Ce sont précisément les yeux que la Troisième République ferme avec beaucoup d'application.

B. De Jaurès au cinéma : la transmission du mythe

Le mythe dantoniste traverse le XX^e siècle avec une remarquable vitalité. Jean Jaurès lui-même, dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, traite Danton avec une sévérité relative — mais cette sévérité ne parvient pas à contrebalancer l'image populaire déjà fixée par le bronze et par les manuels scolaires.

Car c'est là l'autre vecteur essentiel : l'école de la République. Les manuels d'histoire de la Troisième et de la Quatrième République, façonnés dans l'esprit d'Aulard, ont enseigné à des générations entières de Français un Danton héroïque, patriote, finalement victime de la Terreur qu'il avait combattue. Des générations d'élèves ont appris par cœur le « De l'audace ! » sans apprendre les massacres de septembre.

Le cinéma a prolongé le travail. En 1983, le film de l'Andrzej Wajda — *Danton*, avec Gérard Depardieu dans le rôle-titre — offre une vision mélodramatique et sympathique du tribun face au fanatisme robespierriste. Depardieu, avec sa corpulence et sa puissance naturelle, incarne à merveille le Danton de la légende — le géant charnel contre l'idéologue osseux. Le film est magnifique. Il est aussi une belle œuvre de mythologie.

La télévision, les romans historiques populaires, les commémorations républicaines ont contribué à solidifier le mythe. À chaque anniversaire de la Révolution, à chaque cérémonie républicaine, le nom de Danton revient comme une formule conjuratoire : l'audace, le patriotisme, le peuple. Le vrai Danton — l'homme aux mains sales, à la fortune obscure, au silence de septembre — reste soigneusement hors champ.

C. La permanence du besoin de mythes

Ce que l'affaire Danton révèle, au fond, ce n'est pas seulement la corruption d'un homme ou les mensonges d'une historiographie. C'est un besoin anthropologique plus profond : le besoin de héros. Les sociétés ont besoin de pères fondateurs propres, de mythes mobilisateurs, de statues que l'on puisse montrer aux enfants sans rougir.

Ce besoin est légitime. Il est même nécessaire à la cohésion nationale. Mais quand ce besoin conduit à falsifier l'histoire, à travestir les faits, à ériger en héros des hommes qui méritaient au mieux une biographie nuancée et au pire un procès équitable — alors ce besoin devient dangereux.

Il devient dangereux parce qu'il nous prive de l'enseignement que l'histoire pourrait nous donner. Si nous avions regardé Danton en face — si nous avions accepté qu'il fût à la fois éloquent et corrompu, courageux et lâche, patriote et vendu — nous aurions peut-être appris quelque chose sur les hommes de pouvoir, sur les tentations du tribun, sur les risques du démagogue charismatique.

Au lieu de cela, nous avons appris une fable. Et comme toute fable sans morale honnête, elle nous a laissés désarmés.

— — —

IX. PERORAISON — CE QUE DANTON NOUS ENSEIGNE MALGRE LUI

Je n'ai pas voulu, ce soir, détruire un homme. Les hommes se détruisent fort bien eux-mêmes, et Danton l'a prouvé avec éclat. J'ai voulu détruire une statue — ce qui est très différent.

La statue est une tricherie. Elle est la solidification du mensonge en art public. Elle est le moyen par lequel une époque impose à toutes celles qui suivent son récit partisan, sa sélection intéressée des faits, sa vision de l'histoire comme outil de légitimation politique.

Danton fut un homme. C'est-à-dire un être mêlé, contradictoire, capable du meilleur et du pire. Il fut capable, dans les heures les plus sombres de l'été 1792, d'une énergie communicative qui galvanisa effectivement la défense nationale. Il fut capable, à l'automne 1793, d'un courage certain en demandant publiquement la fin de la Terreur — ce qui lui coûta la vie. Il fut aussi capable de tendre la main vers les fonds royaux tout en clamant la mort du roi. Il fut capable de laisser massacrer des prisonniers dont la protection était sa charge officielle.

Il fut, en un mot, un politicien. Et l'erreur de la Troisième République, puis des manuels scolaires, puis du cinéma, fut de vouloir faire d'un politicien un saint — parce que la République avait besoin de saints, et que Danton avait la silhouette de l'emploi.

Que faut-il retenir de tout cela ? Peut-être ceci.

Premièrement : méfiez-vous des statues. Les statues sont des choix politiques, pas des jugements historiques. Elles disent ce qu'une époque voulait croire, non ce qui s'est passé. La statue de Danton, érigée en 1891, parle de la Troisième République et de ses besoins idéologiques. Elle ne parle pas de Danton.

Deuxièmement : méfiez-vous des grands discours. « De l'audace ! » est une formule admirable. Mais l'audace ne vaut que si elle est au service d'une cause juste et d'une conduite droite. L'audace de Danton a servi tantôt la France, tantôt sa cassette personnelle, tantôt les deux à la fois — ce qui est, convenons-en, le plus commode des arrangements.

Troisièmement : méfiez-vous des réhabilitations tardives. Quand une époque choisit de réhabiliter un homme condamné unanimement par ses contemporains — ses contemporains qui le connaissaient, qui avaient accès aux mêmes faits, qui l'avaient vu agir —, il faut interroger avec sévérité les motifs de cette réhabilitation. Elle en dit peut-être plus sur les réhabilitateurs que sur le réhabilité.

Quatrièmement, et c'est peut-être l'essentiel : une démocratie qui se respecte n'a pas besoin de saints. Elle a besoin de citoyens lucides, capables de regarder leurs dirigeants sans illusion, de les admirer pour ce qu'ils ont accompli sans leur pardonner ce qu'ils ont commis. La lucidité n'est pas le cynisme. Elle est la condition de la liberté réelle — de cette liberté que Danton prétendait servir et qu'il servit, il faut le reconnaître, de façon si décidément partielle.

La France a soif de grandeur. Je la comprends. Je la partage. Mais la grandeur ne se trouve pas dans les mensonges bien taillés. Elle ne se trouve pas dans le bronze qui habille la médiocrité des hommes. Elle se trouve dans la vérité regardée en face — même quand cette vérité est inconfortable, même quand elle dérange le récit national, même quand elle révèle que nos héros avaient des pieds d'argile et des mains dans la caisse.

La grandeur de la France n'est pas dans Danton. Elle est dans les générations qui ont su, parfois, regarder leurs grandes figures sans se mentir — et qui ont eu l'honnêteté de transmettre, non pas une idole, mais une leçon.

C'est cette honnêteté que je vous réclame ce soir.

Car c'est elle, et elle seule, qui fait les peuples libres.

— — —

SOURCES ET REFERENCES HISTORIOGRAPHIQUES

SOURCES PRIMAIRES ET CONTEMPORAINES

— Archives parlementaires de la Révolution française, tome 49 (discours du 2 septembre 1792)

- Saint-Just, *Réquisitoire contre Danton, prononcé à la Convention, 31 mars 1794*. In : *Œuvres de Saint-Just, représentant du peuple à la Convention nationale*, Paris, 1834 (posthume)
- Vilate, J., *Causes secrètes de la Révolution du 9 thermidor*, Paris, 1795
- Mortimer-Ternaux, M., *Histoire de la Terreur 1792-1794, vol. III*, Paris, 1864
- Mathurin de Lescure, in *France-pittoresque*, 1863

SOURCES HISTORIOGRAPHIQUES FONDAMENTALES

- Mathiez, A., *Danton et la paix, Renaissance du livre*, Paris, 1919
- Mathiez, A., *Autour de Danton*, Payot, Paris, 1926
- Aulard, F.-A., *Histoire politique de la Révolution française*, Paris, 1901
- Aulard, F.-A., *Les Grands Orateurs de la révolution*, F. Rieder, Paris, 1914
- Michelet, J., *Histoire de la Révolution française, 7 vol.*, Paris, 1847-1853
- Lefebvre, G., *La Révolution française, 7e éd.*, PUF, Paris, 1989
- Bluche, F., *Danton*, Perrin, Paris, 1999
- Caron, P., *Les massacres de septembre 1792*, Maison du Livre Français, Paris, 1935
- Furet, F., Ozouf, M. et al., *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Flammarion, Paris, 1988
- Martin, J.-C., *Violence et Révolution, Le Seuil*, Paris, 2006

SOURCES SECONDAIRES ET CRITIQUES

- *Encyclopédie Universalis*, article « Georges Jacques Danton », par F. Bluche
- *FranceArchives*, notice biographique « Georges Jacques Danton »
- *Cairn.info*, « Un ministre face aux massacres de septembre 1792 », 2022
- *Nonfiction.fr*, « C'était Danton » — compte-rendu historiographique, 2016
- *Histoire-en-citations.fr*, « Portrait de Danton en citations », 2026

Rambarde Knight

Discours — Contre-portrait de Georges Jacques Danton